impac

Impac n° 162 - Septembre 2014

Journal des Travailleurs des Industries du Livre du Papier et de la Communication CGT • CPPAP : 0715 S 07535

## ÉDITO

# NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE EST ALTERNATIVE À LEUR AUSTÉRITÉ

Ce gouvernement ouvre la porte à la droite et au FN par sa politique d'austérité conforme à la coalition libérale des gouvernements aux commandes de l'Union européenne. Ses génuflexions devant un patronat qu'il confond sciemment avec l'entreprise encouragent le Medef et la CGPME à organiser une insurrection froide contre le système social pour le privatiser. Une « provocation », le programme de fin du monde social de Gattaz ? Si Berger de la CFDT le nomme ainsi, c'est qu'il espère encore des contreparties à son pacte de responsabilité dont le Medef se moque. Non, Gattaz ne provoque pas. Il monte à l'assaut. Son objectif, c'est notre Waterloo. Une défaite définitive pour que la sauvegarde des profits d'aujourd'hui garantisse les profits de demain. Au prix d'un chômage qui enfle et gonfle sans fin. La ligne que nous devons déclarer infranchissable est celle de la Sécurité sociale. Le système social de protection a été imposé malgré le marché privé. Il est fondé sur les besoins collectifs et non sur les profits particuliers. L'heure de la crise aiguise les appétits patronaux, qui entreprennent la récupération de ce pactole, les cotisations (17% du PIB), pour les réorienter vers l'assurance privée. Qu'importent les besoins de toutes et tous, seul le compte d'exploitation guide leurs pas. Un monde sans Sécurité sociale ? Quelle régression !

C'est pourquoi nous décrétons la ligne de la Sécurité sociale comme infranchissable. Et sa survie, alternative à l'austérité libérale. La solidarité sociale contre le profit privé, le droit de toutes et tous contre la privatisation, voilà le sens de notre action. ▲

*Jean Gersin - Marc Peyrade*

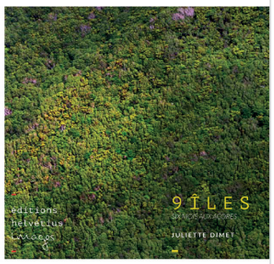
éditions
helvétius

# un outil au service du progrès social & du genre humain.

## Une maison d'édition

Gens de la terre
64 pages
21,10 € TTC

Paysage au fond des yeux
64 pages
20 € TTC




9 îles
64 pages
16 € TTC

À paraître
La Chine du XXIe siècle (titre provisoire)
Mémoires ouvrières (collection)

## Une société d'édition, de presse, de communication

Affiches, flyers, journaux, livres, brochures, promotion, réalisation de tout objet imprimé de la conception à l'impression, suivi de la chaîne graphique.
Création graphique & éditoriale

*SAS Helvétius*
*21 place Maurice-Thorez*
*94800 Villejuif*
*contact@editionshelvetius.com*
*www.editionshelvetius.com*
*facebook.com/editionshelvetius*

# FAITS ET GESTES...

Le 25 août 2014, pour mettre fin à la dissidence de deux ministres, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, Manuel Valls et François Hollande choisissent la crise. Le gouvernement démissionne. Valls est reconduit et obtient un vote de confiance de l'Assemblée nationale de 269 voix (il lui manque 20 voix pour avoir la majorité absolue des députés). C'est le plus faible score obtenu pour un vote de confiance depuis 1986.

Neuf jours après la formation de Valls 2, Thomas Thévenoud, secrétaire d'Etat, est contraint à la démission pour avoir « oublié » de déclarer ses revenus et autres babioles.

Les femmes de chambre (employées par une boîte sous-traitante) des hôtels Hyatt Vendôme et Hyatt Madeleine obtiennent après quatre jours de grève à l'appel de leur syndicat CGT : augmentation de salaire, participation de 60 % de l'employeur à la mutuelle, passage des 14 salariées à temps partiel en temps complet au plus tard fin 2015, diminution de la cadence de travail et paiement de 50 % des jours de grève.

L'augmentation des salaires sera de 380 à 420 euros.

Après douze jours de grève, les pilotes d'Air France ont repris le travail. Même si tout n'est pas réglé, ils ont réussi à faire abandonner le projet low-cost européen de la direction. Le gouvernement Valls a soutenu sans hésitation la direction.

*Nice-Matin*, les salariés en lutte pour une solution qui préserve le droit à l'information.

Du 23 au 25 juin s'est tenu le 17e Congrès du SGLCE-CGT à Paris.

En Irak et en Syrie, la guerre a pris une nouvelle dimension. Français et Américains ont décidé de bombarder les positions d'Etat islamique en Irak. Les Américains bombardant également des positions en Syrie. Au sol, face à l'offensive de l'EI ce sont les combattants kurdes qui sont montés en première ligne.

En Ukraine, le conflit, depuis que le président Porochenko a décidé de mettre au pas les républiques autoproclamées du Sud et de l'Est, a fait plus de 2 500 morts et quelque 250 000 réfugiés. Un cessez-le-feu est entré en vigueur fin septembre.

# C'EST LE RAPPORT DE FORCES SOCIAL QUI FAIT BOUGER LES CHOSES

**Un gouvernement qui s'en va. Un président qui reprend (presque) les mêmes et qui aggrave sa politique. Un bouillonnement social et en même temps la sensation d'un manque d'alternative. Marc Peyrade, secrétaire général de la Filpac CGT, fait le point.**

***La Filpac CGT vient de tenir un CEN, étalé sur deux jours (les 25 et 26 septembre) à Lisses (91). Une façon de marquer la rentrée ?***

Le CEN a pris plusieurs décisions importantes, notamment l'organisation de débats dans les entreprises avec l'ensemble des syndiqués et engager dès maintenant des actions nationales de solidarité avec les salariés d'Arjo-Wiggins Wizernes et de *Nice-Matin* qui mènent une lutte exemplaire.

Pour les débats, il s'agit de retrouver ensemble le chemin des assemblées générales des syndiqués dans les entreprises, autour de plusieurs thèmes dont celui portant sur les formes que pourrait revêtir une campagne revendicative nouvelle des syndicats de la Filpac. Nous allons distribuer une adresse aux syndicats (*). Nous avons besoin d'une vision collective la plus précise des réelles conditions de notre action syndicale et de celle de nos syndicats, de l'état d'esprit des syndiqués et des militants à un an de notre prochain congrès.

***Une rentrée particulière dans un contexte marqué à la fois par l'inquiétude et par la combativité.***

Comme je l'ai indiqué en introduction aux débats du CEN, effectivement cette rentrée ne ressemble à aucune autre. Elle se déroule dans un climat délétère sur le plan politique et économique, lourde de dangers sur le plan social et marquée par une ambiance de brutalité extrême d'un système qui génère toujours plus de violence et de guerre.

Entre la démission du gouvernement fin août, et la participation directe de la France à des aventures militaires, nous sommes effectivement sur une pente dangereuse. Cette démission collective du gouvernement, sur fond de divergences accrues entre certains ministres et l'exécutif concernant les politiques industrielle et européenne, est d'abord un constat d'échec.

Un échec d'autant plus cinglant que ni François Hollande ni Manuel Valls ne peuvent s'appuyer sur l'opinion publique - sinon d'ailleurs ils n'auraient pas été contraints de présenter la démission du gouvernement, ils auraient pu se contenter d'un remaniement.

***Le gouvernement semble vouloir freiner tout débat sur l'alternative.***

Tout l'été nous avons assisté au spectacle affligeant de l'affirmation, contre toute logique, qu'il n'y avait pas d'alternative au pacte de responsabilité passé entre le Medef et le couple de l'exécutif Hollande-Valls. Le pouvoir a continué à orchestrer cette idée en s'appuyant sur la légitimité d'une élection présidentielle qui date de deux ans et demi, alors que tout le monde peut constater aujourd'hui que les pratiques gouvernementales et présidentielles s'apparentent à une trahison.

***C'est quoi, au fond, la crise institutionnelle et politique actuelle ?***

Avec la mise en place du gouvernement Valls 2 et l'hystérie libérale qui s'est emparée du parti au pouvoir, les affaires de corruption qui s'enchaînent les unes derrière les autres, sur fond de nouvelles aventures guerrières dans lesquelles Hollande précipite la France, la période cristallise toutes les crises en même temps, qu'elles soient économique, sociale, politique, institutionnelle et morale.

La possibilité d'un renversement de cap de la part du Premier ministre et de son gouvernement est, dans ces conditions, illusoire.

***Plus de trêve estivale, donc ?***

Entre le mois de juin et le mois

de septembre, le social a été omniprésent, avec la situation internationale. Que ce soit dans des conflits comme celui des intermittents — où la lutte se poursuit — ou des cheminots, qui ont mis en avant une question légitime, celle de la privatisation de la SNCF à partir des obligations de la libéralisation du marché du rail à l'échelle européenne. Cet été, il y a eu aussi la situation à Nice-Matin avec la séquence au tribunal de commerce et les propositions faites par les salariés. Les papetiers d'Arjo et Stora qui ont été « conviés » au « bal des repreneurs » organisé par le ministère du Redressement productif, qui ne s'appelle plus comme cela maintenant d'ailleurs.

Nos équipes syndicales ont été confrontées aux questions qui marquaient déjà la période d'avant congés. Il y a fort longtemps d'ailleurs qu'il n'y a pas eu d'été « tranquille ».

***Cette crise, sur quoi peut-elle déboucher ?***

Personne ne peut prédire comment les choses vont tourner dans les semaines et les mois qui viennent tant nous sommes sidérés par l'accélération du délabrement de notre République et de notre démocratie.

La source de ces crises qui se manifestent comme jamais auparavant est la conséquence d'une politique minoritaire, conforme à celle de Nicolas Sarkozy, qui brutalise les conditions de vie de millions de gens. Cette politique, battue en 2012, revient avec force. Elle alimente une crise de représentation, où les institutions comme les partis traditionnels apparaissent comme de simples relais des marchés financiers, des sociétés transnationales et de l'Union européenne.

Les institutions de la Ve république permettent encore à François Hollande de gouverner, mais elles ne peuvent plus masquer la réalité des rapports de forces réels dans le pays.

Le gouvernement peut bien caporaliser sa majorité et obtenir un vote de confiance pour le moins étriqué à l'Assemblée nationale la question se pose : jusqu'à quand le président et le gouvernement tiendront-ils ?

Le choix du gouvernement Valls 2 est celui d'une fuite en avant dans l'application de la politique dite de l'offre au service des profits capitalistes. Il accorde toujours plus d'aide au patronat sans la moindre contrepartie, toujours plus d'austérité avec le vote dès novembre d'un budget dédié à la réduction des déficits.

***Un des arguments entendus est de dire que nous – la France- serions coincés par l'Europe…***

Dès l'instant où l'on respecte le cadre de l'Union européenne, l'espace public national que peut utiliser n'importe quel gouvernement est forcément restreint. Le premier acte présidentiel de François Hollande, cela a été d'accepter le traité européen… Dès cet instant-là, les préceptes libéraux de l'UE tombent comme à Gravelotte.

Il y a l'étau de la Commission mais la politique européenne est le résultat de la politique des Etats qui en sont membres. Ils veulent cette Europe-là, ils en sont responsables.

Il existe encore un vrai pouvoir national mais, l'alternative, c'est de rompre avec la discipline que le gouvernement s'est lui-même imposée. Sur l'Europe, comme sur la dette.

Le fait que Pierre Moscovici, dont le bilan comme ministre des Finances en France est proche de zéro, puisse être désigné commissaire européen, c'est le contraire de cette possibilité qui nous était permise. Le président de la République et le gouvernement sont capables d'imposer un commissaire eu-

ropéen à l'Economie à l'Allemagne alors qu'on est dans un échec patent et ils ne seraient pas capables d'imposer une renégociation d'un traité ? On doit être capables de s'engager seul, sans attendre de passer sous les fourches caudines de l'Europe. En ce qui concerne les aventures militaires (Syrie, Irak), on n'a pas demandé à nos partenaires européens (ni au Parlement d'ailleurs) l'autorisation d'engager la France. Il existe donc bien une capacité nationale à agir et à prendre des décisions sans pour autant passer par l'Europe, et cela peut concerner tous les sujets. Il faut en avoir la volonté.

***Certains disent que l'alignement sur les Etats-Unis est logique parce qu'il n'y a pas de politique commune européenne de défense, alors qu'il y a une politique économique commune.***

Pour nous, l'Europe ce n'est pas tout ou rien. Ce n'est pas « tout militaire et rien économique » ou l'inverse ou « tout Etat national ou tout subrogation ». L'Europe, c'est une construction. Mais encore faut-il ne pas oublier qu'il demeure une autorité des pays européens à agir sur les orientations communes.

Il n'y a pas que les Français qui souffrent de cette politique. Tous les peuples d'Europe sont concernés, que l'on pense aux Grecs, aux Espagnols, aux Portugais. Tous les peuples subissent le contrecoup des politiques d'austérité. Ces dernières peuvent être battues en brèche à la condition que les mouvements sociaux se développent et s'entraident dans tous les pays de l'Union européenne. Le syndicalisme européen doit s'organiser loin des grand-messes institutionnelles (colloque d'experts, congrès internationaux). C'est à cette construction que la Filpac, à son niveau, apporte sa contribution dans le cadre d'IndustiAll et d'UNI.

***Comment, en France, peut-on influer sur les décisions ?***

Il est illusoire d'espérer un changement de cap de la part d'un président de la République dont l'action depuis le premier jour a été de trahir ses engagements de campagne et de s'enfoncer dans l'échec.

Le chômage et la pauvreté qui explosent mettent pourtant à l'ordre du jour tout autre chose qu'un replâtrage du pacte de responsabilité avec le Medef.

Ce qui guette aujourd'hui le pays, c'est que l'effondrement de la politique libérale du PS laisse la place à une poussée de la droite et du Front national, une montée du racisme et de toutes sortes d'idées et de mesures toujours plus réactionnaires.

Pour y faire face, c'est toute la politique économique et sociale du gouvernement qui est à rejeter. A commencer par le pacte de responsabilité, le budget austéritaire, les attaques contre les services publics et la Sécurité sociale.

***On a aussi à faire face au patronat.***

L'agenda du patronat et du gouvernement est destructeur : accélérer le démantèlement de la Sécurité sociale par les exonérations, faire exploser les conventions collectives par les négociations de branches sur le seul programme du pacte, marginaliser le Code du travail par la fin des seuils sociaux, des prud'hommes, donner la primauté aux accords minoritaires nationaux et d'entreprises à la suite des ANI, réduire les services publics.

A propos des déclarations du Medef prônant la fin des 35 heures, des jours fériés, du CDI, du Smic et j'en passe, nous aurions tort de n'y voir qu'une provocation.

C'est pour le patronat le moyen de pousser l'avantage du rapport de forces favorable que lui ont octroyé le gouvernement Valls et ses complices en capitulation syndicale au premier rang desquels se place la CFDT. Elle devra bien un jour rendre des comptes.
Les exigences du patronat comme les choix actuels du gouvernement indiquent qu'ils vont passer la vitesse supérieure.

***Qu'est-ce que tout cela implique dans notre action syndicale ?***
Nous allons participer aux mobilisations lancées par la Confédération contre la casse de la Sécurité sociale le 16 octobre prochain. Mais il est à craindre, au vu de leur préparation politique et organisationnelle, que ces journées d'actions interprofessionnelles n'aient pas l'impact et la dynamique nécessaires pour créer le mouvement social de grande ampleur qu'il nous faut pour rééquilibrer le rapport des forces.
Nous savons bien que c'est le rapport de forces social qui fait bouger les choses et qui obligera le président et le patronat soit à céder, soit au moins à en tenir compte. On ne peut pas se contenter d'attendre les prochaines échéances électorales et espérer une hypothétique reconstruction politique à la gauche du PS alors que la droite extrême et le Front national s'emploient à détourner la colère sociale qui s'exprime et à la conduire vers des horizons réactionnaires et fascisants.

Toutes nos luttes syndicaless, de la plus petite à la plus symbolique, portent une part de la construction d'une alternative à ce scénario catastrophe.

***On se heurte à un mur ?***
Pour briser le mur, on ne doit pas laisser la moindre des luttes isolée dans l'entreprise.
En ce qui concerne la Filpac, notre travail de direction fédérale est de créer les conditions pour que ces luttes puissent converger et qu'elles soient l'élément fédérateur.
La Fédération sert à revendiquer, à impulser, à coordonner les luttes, à soutenir ceux qui sont en conflit, à leur donner une dimension nationales parce qu'elles participent toutes au rapport de forces général.

***Et les négociations dans tout ça ?***
***Pourquoi le sujet est-il si sensible ?***
Et pourquoi opposer lutter et négocier ? La CFDT a fait de la négociation l'alpha et l'oméga de son orientation. Ayant renoncé à la transformation sociale et, par là, à la mobilisation, elle s'est recentrée sur les activités de négociation de haut en bas de la pyramide. Elle a mis en place avec le patronat un système d'accords qui se fonde sur un programme commun, le constat partagé de la crise réduit à un déficit de compétitivité et de profitabilité.
Les négociations sont un but en soi pour la CFDT, parce qu'elle ne revendique plus rien.

***Et pour notre part ?***
Nous ne sommes pas la CFDT et la CGT n'a pas pour vocation à se fondre dans ce syndicalisme de représentation.
Pour nous, la négociation, dans notre syndicalisme d'actions revendicatives et de transformation sociale, fait partie de la panoplie. C'est-à-dire que nos syndicats vont aux négociations sur la base des mandats revendicatifs reçus des salariés. Sinon, ce ne sont pas des négociations mais des réunions imposées par le patronat ou le gouvernement.
Lors de notre Comité exécutif national, nous avons adopté entre nous un principe, un état d'esprit : quelles que soient les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui, quels que soient les atermoiements de l'appareil confédéral, quels que soient les coups qui nous sont portés, il y a de toute façon un avenir, bien que la crise soit durable et que nous n'en sortirons pas de la même manière que nous y sommes entrés.

Ne recherchons pas l'équilibre, le poids moyen entre les combatifs et les attentistes. Le faire serait le plus sûr moyen de nous perdre en d'interminables polémiques qui entameraient notre unité.

Faisons ce qu'il est possible de faire tous ensemble. Mais faisons-le vraiment et à fond.
C'est de cette manière que l'état d'esprit qui irriguera les actions syndicales que nous allons mener collectivement renforcera le point le plus haut de la combativité de nos syndicats. Malgré le boycottage médiatique, nos luttes se multiplient, elles se radicalisent et elles sont gagnantes.

Il nous revient, à tous les niveaux de l'organisation, de renforcer la solidarité, la cohésion, la détermination de nos militants et de construire nos actions avec les salariés au plus près de leurs revendications. ▲

*Propos recueillis par J. D.*

(1) Voir page 25.

# L'ÉTÉ MAUSSADE, UN AUTOMNE DE MOBILISATIONS

**Les étés ne sont plus ce qu'ils étaient depuis longtemps, et cela n'est pas dû qu'au seul changement climatique.**

Les problématiques auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui tiennent beaucoup à une guerre idéologique, dans laquelle les médias ont une part importante de responsabilité. Plusieurs thématiques sont mises en avant. La nature et l'inéluctabilité de la crise ; le monde qui serait plus dangereux aujourd'hui qu'avant. Certains disant même que la situation internationale serait la pire que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. La nécessité que la France aurait à se « réformer », la nécessité de réduire les dépenses publiques avec l'obligation de payer les dettes et de ne pas dépasser le fameux critère des 3% (dont on sait qu'il ne repose sur aucun calcul scientifique et qu'il est complètement arbitraire) ; que l'Europe serait à la fois garante de la paix et… C'est à cette aune que les événements de l'été peuvent être commentés.

**1.** Les luttes n'ont pas cessées et elles repartent même de plus belle depuis la rentrée. Et, certaines, et non des moindres, sont gagnantes. Pensons ainsi aux femmes de chambre et garçons d'étage des deux hôtels Hyatt à Paris qui ont obtenu une augmentation du taux horaire, la titularisation de 14 précaires, une participation de l'employeur à concurrence de 60 % pour la mutuelle, la diminution des cadences de 10 % (nombre de lits à faire en un temps donné, par exemple) et, cerise sur le gâteau le paiement à 50% des jours de grève. Pensons aussi aux pilotes d'Air France qui ont réussi à poser sur la table le danger des compagnies low-cost et en même temps obtenu le retrait du projet de filiale Transavia Europe.

**2.** Le discrédit du gouvernement s'est accentué et la dramatisation de la démission du gouvernement Valls après quelques incartades au dogme libéral de deux ministres n'a pas eu l'effet escompté auprès de la population. Le gouvernement et le président restent plus que jamais impopulaires et plus personne ne croit ni en leur politique ni en leur volonté de mettre fin à la crise.

**3.** Parallèlement, le gouvernement accentue son détricotage des services publics et de la notion même de Sécurité sociale, qui est au cœur du système de protection sociale dans notre pays.

**4.** Ce même gouvernement se montre le plus va-t-en guerre des Etats qui composent l'Europe. S'il est bien sûr nécessaire de combattre l'entité Etat islamique, comme d'autres groupes de même acabit, il est évident que les frappes aériennes, telles qu'elles sont conçues n'affaiblissent pas durablement les structures d'Etat islamique et, par contre, font sans doute des dégâts dans les populations civiles (on est obligés de mettre cette information au conditionnel car depuis le début des bombardements, aucun chiffre – à part le nombre de frappes- n'est donné du nombre de victimes de ces bombardements). En tout cas les grandes puissances ressortent la guerre comme élément de leur domination, persuadées que les opinions publiques de chaque pays soutiendront les guerres menées par leur gouvernement par nationalisme. Mais là aussi il y a loin de la coupe aux lèvres.

La guerre idéologique et la bataille médiatique font des ravages mais en même temps l'évolution de l'opinion publique montre que cette bataille est loin d'avoir atteint son objectif. Comment résister à ce flot d'informations ?

On peut mettre en avant neuf points auxquels on peut apporter des réponses et démonter la communication-propagande à laquelle on nous soumet.

La crise est-elle fatale ? Pourquoi cette obsession de la réforme (à force de nous dire que tout va mal depuis quarante ans on renforce le pessimisme) ? Quelle est la nature de notre système social ? Les dépenses publiques sont-elles trop fortes et à quoi servent-elles ? La dette doit-elle être obligatoirement remboursée ? Si oui, au nom de quels critères moraux s'agissant de fait d'une bulle financière ? Les guerres sont elles-inévitables ? Quel est l'Etat réel de la France et de ses possibilités notamment en matière industrielle et énergétique ? Quel est réellement l'Etat du monde dans lequel nous vivons ?

Toutes questions qui appellent des analyses et sur lesquelles nous reviendrons dans les prochains numéros d'Impac. ▲

# PAPIER, FRANCE TERRE D'AVENIR ?

**Alors que les salariés se battent pour sauver les emplois et développer la filière face aux multinationales du papier, un rapport officiel dit que ce dernier à de l'avenir.**

La filière papier compte 136 000 salariés et génère 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires (1).

Le gouvernement aussi parle de filière papier. Récemment, un rapport lui a été remis qui recense 34 propositions pour développer le recyclage du papier et renforcer la filière (en France, la moitié du papier est recyclé). Le député Serge Bardy, rapporteur de la mission interministérielle sur le « *potentiel de déploiement de l'économie circulaire dans la filière papier recyclé en France* (2) » notait que « *nous perdons des parts de marché et notre industrie du papier graphique connaît une récession. Les emplois disparaissent et notre savoir-faire s'appauvrit.* » Les usines papetières, précise-t-il dans son rapport, « *utilisent ou pourraient utiliser pour matière première des gisements de déchets, le vieux papier, ou du bois issu de la forêt française gérée durablement.* » Objectif atteindre un taux de recyclage de 60 % en 2018.

On reconnaît donc de tous côtés qu'il est urgent de développer la filière, voire même de créer une nouvelle filière dite du papier recyclé. Cette reconnaissance, même du point de vue des autorités de l'Etat, va de pair avec le bilan qui est fait de la désindustrialisation qui touche la filière papetière comme d'autres secteurs d'activité en France. Mais quels moyens se donne-t-on au niveau de l'Etat pour obliger les groupes papetiers à investir et à cesser cette éradication des usines ? Il y a bien contradiction entre le bilan qui est fait, les propositions avancées et la continuation par les groupes papetiers d'une stratégie du déclin qui se traduit par des fermetures de sites et des licenciements. Pourtant, la question du papier, et notamment du papier imprimé, devrait être une question stratégique.

Il y a pourtant bien des solutions alternatives à cette politique de déclin. Ainsi le rapport de Serge Bardy évoque-t-il une proposition de la Filpac : « (…) *de façon à participer au respect de l'exigence environnementale, certaines collectivités territoriales souhaitent s'organiser. Aussi, les représentants de la CGT Filpac nous ont-ils indiqué lors de l'audition du 21 mai 2014, avoir mené une série de discussions avec la région Poitou-Charentes de façon à proposer aux industries papetières de cette région un partenariat pour la reprise du gisement capté dans les déchets ménagers. Si les discussions n'ont pu aboutir jusqu'à présent, la volonté des industriels et des collectivités de s'allier afin de consolider l'outil productif et l'emploi sur le territoire, et tout en mettant en valeur la responsabilité sociale et environnementale des acteurs publics, nous a semblé des plus intéressantes. L'idée de création d'un Syndicat d'économie mixte au niveau régional, qui assurerait la compétence sur les flux fibreux notamment, en vue de les revendre sur ce même territoire, nous a paru pertinente. Sans vouloir se prononcer sur son contenu exact, que nous ne connaissons pas précisément, nous souhaitons tout de même l'indiquer en vue de la valoriser.* »

Cela va de pair avec des propositions faites par les syndicats de la Filpac. Ainsi les salariés de Gascogne, avec leur syndicat CGT, ont-ils menés une lutte de deux années ce qui a permit d'éviter de 800 à 1000 pertes d'emploi et de redémarrer l'entreprise en l'accompagnait d'un projet d'utilisation des déchets. La société avait, avant reprise, 160 millions d'euros de dettes. Les banquiers ont abandonné 53 millions, l'Etat a mis 7 millions au pot et un investissement important a ainsi pu être mis en uvre pour la mise en place d'une chaudière biomasse. Ces exemples montrent que des solutions alternatives les plus crédibles à la Berezina industrielle viennent des salariés.

En ce qui concerne ArjoWiggins les salariés se battent pour que l'Etat fasse jouer un droit de préemption pour éviter les projets du groupe Séquana. Le 10 avril dernier, juste avant

l'ouverture de la Bourse le groupe annonce qu'il va fermer trois sites de sa filiale ArjoWggins dont deux en France (Charavine, 300 personnes et Wizernes, 340). Cette décision n'est pas anodine et elle n'est pas économique. Elle est aussi stratégique car la direction du groupe veut faire baisser les productions européennes pour faire monter les prix. Mais c'est une stratégie qui ne se base que sur la finance, pour payer les actionnaires. Et si au passage on en profite pour faire mettre un genou à terre aux salariés qui soutiennent massivement leurs syndicats c'est un plus qui n'a pas échappé aux stratèges du groupe. Dans le cas de Wizernes, il est à noter que les experts, encore fin septembre, qui planchaient devant la cellule de crise ont reconnu que le site était viable. La bataille syndicale s'est engagée pour faire adhérer la population et les élus à la réalité du devenir industriel du site et de la filière. Ainsi toutes les communes où résident des salariés du site ont-elles été visitées par les salariés : tous les maires ont signé la demande de préemption. Idem avec les élus du conseil général et les groupes politiques du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (3). Il y a aujourd'hui 377 signatures d'élus qui demandent la préemption, comme cela a été fait à Alizay où l'usine a été sauvée. La lutte quotidienne des salariés d'ArjoWiggins entre dans une phase décisive. La Filpac CGT a décidé de mettre toutes ses forces dans le soutien et la solidarité à cette lutte exemplaire pour l'emploi et le développement de la filière. ▲ *J. D.*

*(1) Le rapport de Serge Bardy estime que « l'ensemble de la chaîne de valeur mobilise quelque 200/250 000 emplois, si l'on prend en compte la totalité des acteurs, de la filière bois, pour ce qui concerne la partie mobilisée pour le papier, soit environ 11%, et jusquà l'industrie des arts graphiques. »*

*(2) De l'intelligence collaborative à l'économie circulaire « France, terre d'avenir de l'industrie papetière », rapport remis au Premier ministre, le 8 juillet 2014.*

*(3) A l'exception des élus du FN à qui les salariés n'ont pas demandé de soutien.*

## ORGANISONS LA SOLIDARITÉ

Les usines, Wizernes en particulier, bénéficient du soutien des salariés, des élus locaux et régionaux, et d'une population qui sait le prix de la destruction des usines. Leur survie actuelle s'oppose frontalement à une direction de groupe et ses représentants locaux obsédés par les licenciements qu'ils nomment « plan social ».

Les équipes syndicales Filpac CGT et avec elles les salariés et la population locale vous demandent votre solidarité :
- le combat pour la survie des usines arrive à un tournant, même s'il a passé l'été.
- le mouvement local doit prendre une extension nationale et ça dépend de nous tous.
La cause d'ArjoWiggins est celle de tous les salariés menacés de licenciements.
Autour d'elle l'entraide doit se construire.

**Chèque à l'ordre de la Filpac en précisant au dos : souscription solidarité.**

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ | PRÉVOYANCE | ÉPARGNE | RETRAITE | ACTION SOCIALE

# RELEVONS ENSEMBLE
## le défi de l'**innovation sociale**

**ASSUREUR D'INTÉRÊT GÉNÉRAL,**
KLESIA est un organisme paritaire à but non lucratif qui se concentre sur la protection des personnes : en complémentaire santé, prévoyance, épargne retraite et action sociale. Son action s'inscrit dans une démarche responsable, tant à l'égard de ses clients que de ses partenaires.

KLESIA
klesia.fr

impac

Impac n° 162 - Septembre 2014

Journal des Travailleurs des Industries du Livre du Papier et de la Communication CGT • CPPAP : 0715 S 07535

# NOTRE COMBAT POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION

**L'information libre et la presse d'information générale ont-elles une valeur collective et une vertu de bien commun à ce point éclatantes et indispensables qu'elles méritent le combat que nous proposons de mener pour leur existence ? Si tel est le cas, quels peuvent être les contours de ce combat ? Le présent texte n'a d'autre ambition que d'apporter des réponses à ces deux questions. Pour mieux susciter les vôtres.**

ImpacOCT-2014-162.indd 13 09/10/14 14:17

## 1. Le marché est la maladie, pas le remède !

Les propriétaires des sociétés d'information et les agents du libéralisme sont comparables à ces pilotes de bombardiers qui se rient des champs de ruines commis par leurs propres bombes, missiles et explosifs. La destructivité dont ils font preuve n'obéit pas à un impératif technologique, mais à un plan stratégique : assurer au marché dominant une information de service.

**Le plan de désindustrialisation de la presse a été annoncé voilà huit ans, notamment par le cerveau auxiliaire du grand patronat, l'Institut Montaigne.** Rien n'était plus urgent pour la « garde des experts » que ces trois impératifs, relayés par Sarkozy : détruire le lien entre l'imprimerie et la presse et circonvenir la distribution ; fracturer les digues légales et démocratiques qui protégeaient les quotidiens d'information générale ; redéfinir l'information comme une simple marchandise hors des usages républicains. Les bombardements ont commencé.
La civilisation du journal assurait les échanges et la circulation des idées et des opinions sur tout le territoire, de tous avec tous, une mission publique confiée par la Constitution, confirmée à la Libération.
**Le libéralisme opère une fracture dans la civilisation au profit du marché.** Les décrets d'Etat, à commencer par celui de 2012, ont officialisé le détournement des fonds publics vers les entreprises qui ont donné la priorité à une réduction subventionnée des coûts salariaux et à une liquidation encouragée des usages civilisés de l'information imprimée.

### *Les sureffectifs sont décrétés « cause unique » de la crise de la presse*

**C'est l'État stratège et les propriétaires qui ont désigné les sureffectifs comme « la » cause d'une crise qu'ils cultivent comme moyen de la purger de ses professionnels. Ils veulent atteindre ce qui pourrait bien être la dernière étape avant le terminus.**

Par là, il faut comprendre que la chasse aux sureffectifs n'a rien d'objective, si ce n'est de servir l'objectif d'expulser hors de l'information les compétences humaines porteuses d'un esprit professionnel critique. L'esprit critique, voilà l'ennemi du dogme libéral ! Car les effectifs ont beau avoir été divisés par deux et trois selon les cas, l'insatiable marché en veut plus, toujours plus.
Si l'information ne vaut que par son prix de vente et sa faculté d'être achetée, comment voulez-vous qu'elle se porte bien quand le marché se porte si mal, produit tant d'inégalités, de chômeurs, de précarité et de pauvreté ?

© DaviDuguê

### *« Le prix de la vente réalisée est la vérité de l'information et l'information n'a de prix réel qu'au service de cette vérité »,*

**Telle est leur définition.** Les échanges marchands ne donnent de l'esprit à personne, à moins de considérer le tiroir caisse comme un nouveau dieu de référence. C'est pourquoi ce qui existe comme problèmes sociaux, les médias n'ont donc plus besoin d'en parler ou alors de les falsifier.
**Exemple ? L'information de marché ne parle pas du chômage, ou alors en général, selon des statistiques officielles contradictoires, abstraites,** falsifiées. La falsification repose sur une infime dose de vérité et une dose de contre-information dans de grosses proportions. Le chômage, ses causes, les malheurs du chômeur, ses angoisses, sa déprime, pourquoi en faire état, on sait bien que ça existe, non ? Se vendent bien mieux « la revanche de la concubine », « l'hystérie libérale du président », « la menace omniprésente du terrorisme », « l'assassinat du petit Grégory »…

**L'information de marché s'organise pour monter le spectacle d'une société qui n'existe que de manière virtuelle dans les traces éphémères qu'elle laisse un court instant dans les médias.** Plus la société se déchire autour de sa crise, de ses laissés- pour- compte, de la précarité et de l'incertitude du lendemain, plus le bombardement média-

tique fournit une masse d'informations qui échappent au temps et à l'intelligence pour les analyser.

## *Ce service de l'information libéralisée sert à habiller la déchirure sociale du système en crise d'un masque acceptable*

Il fallait aux libéraux sortir au plus vite des vieux circuits de la Révolution, française et américaine, qui prétendait que la presse était libre. Elle ne l'est plus, elle ne survit qu'adossée aux grands propriétaires de la société de marché.

**Et pour survivre, elle se vend. Ce qui la tue**. Car pour susciter les actes d'achat, elle s'organise autour de trois impératifs catégoriques : des récits invérifiables (les bienfaits civilisateurs des guerres africaines de Sarkozy-Hollande), des explications invraisemblables (le nuage de Tchernobyl et celui de Fukushima), des raisonnements intenables (l'austérité est la seule politique possible). Au moment où une économie capitaliste seule au monde fait la guerre aux humains et à leurs conditions de vie en tout lieu, l'information de marché soumet à l'offre solvable l'image au détriment de la chose, la copie contre l'original, la représentation à la place de la réalité.

***QUESTION : le marché est la maladie de l'information, pas ses salariés. C'est cette maladie qu'il faut traiter, du point de vue de l'information et du nombre de salariés à son service. Comment croire que la réduction permanente des effectifs mène les salariés autre part qu'à la fin de leur présence, sachant que le patronat de la presse a inventé avec les plans sociaux le mouvement perpétuel ?***

## 2. La presse n'en finit pas de se vendre et de se déprécier

**Les parrains du marché ont fait ces dernières années leurs emplettes dans la presse et l'information, avec pour souci de la dominer, pas d'en faire principalement des profits ni d'y investir de l'argent.** Ces grandes annexions ont été motivées par des actes de supériorité stratégique. La banque se taille la part du lion, Crédit mutuel et Crédit agricole, les sociétés transnationales ont concentré le reste. Bouygues et Bolloré, les B and B de la Françafrique désormais privatisée elle aussi, Dassault, Niel, Bernard Arnault, Pinault, Rothschild…

## *Grève générale des investissements*

Ce qui caractérise de façon absolue ces fusions-concentrations-acquisitions, c'est la grève des investissements. Les transactions commerciales, dirigées par des entreprises aux capacités financières considérables, se déroulent de telle façon que le strict minimum d'argent y est utilisé.

En aucun cas et nulle part les oligarques n'investissent dans les entreprises et dans le développement de la presse imprimée ou du numérique. Outre les subterfuges bien connus consistant à utiliser les fonds publics pour financer les licenciements, nos nouveaux cadors de la presse et de l'information ne veulent risquer ne serait-ce qu'un kopeck dans leurs affaires.

**En ce sens, les patrons de presse sont à l'unisson de tout un système économique qui ne veut investir que lorsque de l'espérance de profits immédiats est avérée.** C'est l'une des causes principales de la crise de la presse, corollaire de la crise économique.

**Une vitrification s'est opérée, une glaciation des journaux et de leurs pendants numériques comme départements annexes de sociétés mondialisées.** Comme la seule loi du marché est l'argent du propriétaire, celui-là a le front de se présenter comme le sauveur de l'entreprise qu'il achète ! Comme un client de lupanar considère qu'il contribue à sortir de la misère les filles dont il négocie et loue les charmes… Ou comme ce colonisateur d'Algérie affirmant que l'invasion et l'annexion des terres avaient une fonction d'exportation des bienfaits de la civilisation occidentale.

## *En réalité, c'est un nœud coulant qui a été placé autour du cou de la presse et de l'information*

Leur appropriation à des fins lucratives conduit de nouveaux personnels dirigeants importés de l'industrie ou de la banque à leur imposer des grosses normes de rentabilité absurdes dans le monde délicat de l'information et du journal. Depuis le début des bombardements libéraux voilà huit ans, le royaume des morts se cesse de grandir (*France Soir, La Tribune*), pendant que les survivants n'ont d'autre choix que de se donner au plus offrant pour survivre. La supériorité du marché sur la régulation démocratique n'apparaît pas vraiment flagrante…

**Ces opérations d'achat, de vente et d'acquisition des titres et des sociétés d'information, dans ce contexte, ne sont pas achevées.** Elles ne connaîtront pas d'issue à court terme. Le marché de l'information n'a pas l'odorat très développé pour renifler les opérations des « pools bancaires » et flairer le remugle de la mafia. C'est la désinvolture de l'exilé fiscal Hersant en Suisse qui favorise l'arrivée du flibustier Tapie sur les titres de la Côte. C'est en toute liberté que Hersant l'Héritier use des fonds publics et de l'héritage capté pour bâtir un empire de presse en Suisse pendant qu'il détruit celui du père en France ! C'est sans doute la beauté de la concurrence libre et non faussée…

**Ce qui est en voie de destruction, c'est le prix des titres de presse !** Les cadors de la banque — comme le Crédit Mutuel — ou du luxe — comme Bernard Arnault — ont pu acheter les journaux à bas prix, ou en tuer d'autres (et autant d'éditions locales et régionales) en toute impunité et gratuitement, tout en assurant leur domination sans investir. En conséquence, le prix des quotidiens régionaux détenus par le capitalisme patrimonial a chuté d'autant. **Et voilà les propriétaires de Centre France, dans ce contexte de déflation des prix des titres, de leurs imprimeries, qui opèrent achat sur achat pour repousser le moment de l'issue fatale du groupe.** Les dégâts commis par ces vieux propriétaires n'en sont pas moins douloureux à Limoges, Orléans, Auxerre, etc.
**Opération défensive, un tour de table réunit Midi libre, Sud-Ouest, La Dépêche du Midi, La Montagne et ses dépendances.** Les capitalistes de cantons et de régions voudraient bien, encore un peu, conjurer le sort que leur réservent les mâles dominants du système libéralisé de l'information. Avec comme souci de tout propriétaire d'assister à la chute de la valeur des biens de la famille. Qu'y peuvent-ils, à part se coaliser autour du coffre-fort en serrant fort les… doigts pour que ça passe encore une année comptable ! Quel avenir radieux…

***Les distorsions que subissent en ce moment la presse et l'information relèvent intégralement de la contradiction de la politique dite de l'offre.***

Qu'importent les besoins en informations, les sociétés qui en vendent doivent se conformer aux critères de rentabilité immédiate. Pourtant ,la source de la valeur ajoutée est toujours le papier imprimé. Mais il a été établi que l'espérance de profit serait le numérique, comment y passer tout en préservant le chiffre d'affaires sur le papier ? Ces casse-tête pour ces adeptes du libéralisme d'information sont pourtant le passe-temps favori de nos grands dirigeants de l'information.
La chute des ventes n'a donc rien de naturel, d'inéluctable, d'historique. Elle est encouragée par des propriétaires et un Etat stratège qui ont décrété que la presse imprimée était comme la nouvelle marine à voile d'antan, la sidérurgie de jadis, ou une réplique illusoire d'une survivance archaïque.

***QUESTION : comment les sociétés de l'information peuvent-elles se vendre en permanence et assurer la liberté des informations qu'elles vendent ? Comment apprécier l'avenir de la presse imprimée au moyen de cet outil corrompu qu'est le tribunal de commerce ? Les salariés de l'information ne seraient que les jouets impuissants de ce mouvement perpétuel d'achats et de ventes ?***

## 3. Le grand bluff libéral : opposer le numérique à la presse imprimée

### *La révolution numérique touche à sa fin.*

Elle a commencé à la fin des années 70, annoncée par un titre-slogan du libéralisme au pouvoir sous Giscard : « l'Informatisation de la société » (rapport Simon Nora - Alain Minc, janvier 1978). L'arrivée des ordinateurs dans tous les secteurs de la société portait une nouvelle science, « l'informatique », mot contractant « informations » et « mathématiques ». Elle était présentée dans ce rapport comme l'outil à refouler tout à la fois l'orientation gaulliste de l'Etat-nation providence et celle portée par les collectivistes groupés autour du Programme commun de gouvernement. Ces « archaïsmes » seraient balayés par les « autoroutes de l'information » qui, libérant des énergies et des marchés sans mesures, relèveraient le défi du retournement économique de la fin des « Trente Glorieuses ». L'informatique, idéologie résolument moderne, exigeait une redéfinition de l'information, qui devrait évoluer vers une série de données objectives, à la fois bit-mappées et dépolitisées, au service de ces « autoroutes ». Ce qui perdure de manière incompréhensible à la tête de l'Etat, c'est le dogme d'un numérique représentant, plus d'un tiers de siècle après, la sortie de crise du système économique.

### *Dans la presse et l'information, cette informatique a été le support technique de gains de productivité sans précédent, engrangés par les seuls propriétaires.*

Ce que l'informatisation dans sa phase initiale a enclenché à la fin des années 70, c'est le remplacement d'une bonne partie des tâches manuelles par des machines numériques. Cette expulsion du travail technique humain a accompagné la libéralisation de secteurs naguère publics ou hyper-concentrés, la téléphonie, les circuits financiers, la télé, etc.
Dans la presse, comme indiqué dans le rapport Nora-Minc, des métiers traditionnels et ancestraux ont été éradiqués par la machine. Les phénoménales économies effectuées sur la masse salariale et les coûts de production ont été utilisées à toute autre fin que l'investissement pour renouveler les formules éditoriales et les procès de fabrication.
**Des phénomènes d'enrichissement sans cause des propriétaires,** des pillages de titres considérés comme des « vaches à lait » de groupes, des opérations de restructuration interne visant à marginaliser les ateliers organisés collectivement, tout cela indique un vaste gâchis dans l'utilisation de ces gains de productivité.
**Dans aucun cas ou presque ils n'ont servi à préparer des plans de modernisation de la presse,** d'anticipation de la mise en réseau des ordinateurs, de la modification en profondeur que leur diffusion dans le grand public allait engendrer. Le premier rendez-vous avec l'informatique a été raté.

### *Les patrons de presse ont raté le 2e rendez-vous avec le Net*

Pendant que les propriétaires des titres et groupes de presse enclenchaient l'offensive de destruction des éléments de régulation de la presse et de l'information, au début des années 2000, des géants se constituaient sur des réseaux à vocation mondiale entièrement dominés par des sociétés américaines. Si bien qu'à la fin de l'offensive libérale, en ce moment, les transnationales du Net ont acquis une taille leur permettant de défier des Etats et des groupements d'Etats.

**Récitant leur bréviaire libéral, nos patrons de presse et d'information ont laissé se constituer un modèle mondial de l'économie du Net.** Et au moment où beaucoup de nos entrepreneurs nationaux désignent gravement le Net

comme le nouvel eldorado, les places sont déjà prises par des superstructures comme Google, Microsoft, les réseaux bien mal nommés sociaux, etc.

L'apparition du Net comme un outil libre, où tous pouvaient tchater avec tous, ne conduisit pas les directions des entreprises de presse à repenser la fonction particulière du journal imprimé par rapport au Net. Leur réaction est inverse : elles y voient un argument absolu pour propager la thèse de la disparition imminente du papier imprimé, et propagent leur campagne de démoralisation des salariés de l'information.

***QUESTION : comment et pourquoi accorder le moindre crédit concernant le numérique à des entrepreneurs de presse occupés à mener leur offensive libérale, se livrer à des opérations de fusion-concentration, et qui ont laissé filer la presse imprimée sans discerner les effets de l'informatique sur la fonction des journaux ?***

## *Les machines numériques vont remplacer le travail intellectuel.*

Tout indique que la phase actuelle permet au numérique d'effectuer des tâches intellectuelles simples : rédaction d'articles courts, sélection et agrégation de revues de presse et de sites, etc. Le phénomène va s'étendre.

Tel est le défi qui est posé. Pendant plusieurs décennies, les titulaires des professions de rédaction ont répété à l'envi que leur fonction les mettait à l'abri des dégâts de l'informatique, réservés et dirigés vers les ouvriers techniques. Fin de partie.

Ce qui pose un tout nouveau problème, lequel ne saurait en aucun cas se résumer au prétendu match entre papier et digital. Pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, ce sont des machines, des robots, qui peuvent produire ce que les propriétaires appelleront « information ».

Ne serait-ce que de ce point de vue, le combat pour l'information rebondit et prend un nouvel aspect, inédit.

***QUESTION : comment déduire de ce tiers de siècle de révolution technologique que le papier imprimé va disparaître, alors que nos propriétaires de titres n'ont jamais rien pu planifier à plus de six mois-un an ? Comment ne pas voir que, si le Net a des vertus, il est rattrapé comme le papier imprimé par les mêmes problèmes démocratiques (Wikileaks ; Snowden; Chine; NSA - lois de type Patriot Act prises en France et au Royaume-Uni, intrusives dans les ordinateurs des particuliers et leurs transactions sur le Net…).***

## 4.L'espoir est notre combat

**Nous opposons au discours patronal mortifère (« la presse, c'est fini ») et à la propagande de démoralisation (« pas d'avenir dans la presse ») notre certitude que l'avenir de l'information et de la presse libres dépend des combats que nous menons et que nous voulons partager avec le plus grand nombre.**

**L'affirmation de nos exigences de professionnels de l'information indique la valeur de notre présence, de notre intervention et de nos savoir-faire, qui seuls créent les richesses de l'entreprise. Nous sommes convaincus que la bataille pour la reconnaissance et la valorisation de nos actes professionnels contribue à rendre la dignité à tous les salariés dépréciés par les litanies libérales contre le coût du travail et par les maltraitances dans les entreprises d'information.**
**Nous faisons valoir que les gains de productivité réalisés ces dix dernières années par une réduction massive des effectifs contestent par eux-mêmes au patronat sa propension à faire supporter au travail humain la situation de la presse. Par là, nous brisons la spirale infernale des plans sociaux, devenus leurs réflexes pavloviens.**

**Nous nous battons dans les entreprises d'information pour que les investissements soient effectués et les décisions stratégiques adéquates soient prises au service de l'information, pour sa qualité et pour qu'elle recouvre sa fonction démocratique au cœur des échanges d'idées et d'opinions.**

**Nous revendiquons l'égalité de traitement social des salariés, jeunes et anciens, hommes et femmes, et exigeons que la réalisation de l'information leur soit confiée à eux et non à des robots.** ▲

## Nous reprenons à notre compte la plate-forme revendicative qui suit, adoptée à l'assemblée générale de la presse d'avril 2014 :

**1. Gel des licenciements sous quelque forme que ce soit, comme mesure immédiate de sauvegarde de la presse d'information ;**
**- le contrat de travail de tous les salariés doit être transformé en CDI, s'ils le revendiquent ;**
**- le salaire des femmes doit être égal à celui des hommes (loi) ;**
**- le temps de travail sera limité à 35 heures maximum ;**
**- les entreprises de presse embaucheront des jeunes en proportion de la réduction du temps de travail;**
**- la pénibilité propre à certains travaux sera prise en compte, notamment pour l'âge de départ en retraite.**

**2. L'argent public doit être réorienté exclusivement vers la création et l'innovation éditoriales, ses moyens techniques et industriels, au lieu de récompenser les managers libéraux ;**
**- La logique libérale du décret Sarkozy de 2012 (qui devra être abrogé) et ses suites doit être inversée : conditionner les aides publiques au soutien à l'information politique générale et à la promotion de ses emplois.**

**3. Le crédit d'impôts CICE doit impérativement servir à l'emploi, aux créations de postes, à la mise à fin de toutes formes de précarité, sous peine de nullité.**
**- les exonérations de cotisations seront revues de telle manière que les propriétaires de la taille du Crédit Mutuel, de LVMH, Niel ou Dassault soient tenus de fournir leur quote-part à la protection sociale.**

**4. L'intervention humaine qualifiée doit être garantie dans la collecte, la vérification, la hiérarchisation et la réalisation de l'information.**

**5. Des mesures anti-concentration seront prises à l'encontre des banques et groupes financiers transnationaux, sous forme d'interdit de posséder des titres et des groupes ;**
**- Création d'un statut d'entreprise de presse à lucrativité limitée, recevant de façon privilégiée les aides publiques.**

**6. La preuve de la défense et de la promotion de l'information et de la presse, ce sont les investissements :**
**- les propriétaires doivent fournir des garanties d'investissement pour moderniser et renouveler les moyens de développement de l'information sur tous ses supports (notamment les moyens industriels en impression et distribution) ;**
**- l'investissement portera sur les moyens éditoriaux pour garantir la qualité du traitement de l'information ;**
**- faute de garanties, les aides seront gelées.**

**7. Création d'un réseau national d'impression au service de l'information, chargé de fabriquer toutes les publications bénéficiant des aides publiques.**

**8. Un réseau universel de distribution sera créé avec délégation de service public, reprenant et développant le principe coopératif énoncé par la loi Bichet s'agissant de la péréquation des coûts.**

**9. Un cadre national de négociation sera ouvert qui débouche sur un nouveau statut démocratique et social de l'entreprise de presse, au service de la protection de l'information et de ses salariés.**

Présent dans toutes les régions françaises,

Veolia contribue au développement

et à l'attractivité des territoires

en accompagnant les industries,

les villes et leurs habitants

dans l'usage optimisé de leurs ressources

en eau, énergie

et matières issues des déchets.

Découvrez comment sur
veolia.com

Ressourcer le monde

VEOLIA

ImpacOCT-2014-162.indd 20 09/10/14 14:17

# MOBILISÉS POUR UN PLAN DE FILIÈRE

**Nous publions ci-dessous deux résolutions, l'une du CILP CGT après une rencontre avec le SPQN et l'autre des syndicats Filpac concernés par la reprise des Journaux du Midi par la Dépêche, à Toulouse.**

Le 9 septembre 2014, les organisations syndicales CGT ont rencontré les représentants du Syndicat de la presse quotidienne nationale pour aborder les questions relatives à l'évolution des imprimeries concourant à la fabrication des journaux nationaux.

Les représentants de la CGT considèrent que le constat de discussion signé ce jour, entre les parties, fixe le cadre des négociations. Celles-ci devront s'intégrer dans une démarche globale sur la base des revendications portées le 6 mars dernier par la Filpac CGT lors de la rencontre avec les représentants du ministère de la Culture et de la Communication.
Cette négociation doit être l'occasion pour la profession et les représentants de l'Etat de poser en grand les problèmes que rencontre notre filière et d'y apporter de véritables solutions d'avenir.
L'ouverture de cette négociation doit forcément intégrer les conséquences réelles des différentes stratégies appliquées par les groupes de presse depuis plusieurs années. Certes, le support numérique influe sur les volumes mais n'est pas responsable de tous les maux de la presse papier. Les réformes successives de la distribution, la concentration des imprimeries, le manque d'investissement dans les contenus éditoriaux, l'aliénation au marché de la publicité, ainsi que le désengagement de l'Etat dans son rôle de garant du pluralisme, favorisant sans cesse la prise de contrôle de l'information par les grands groupes industriels et bancaires, sont autant d'éléments qui ont fortement dégradé la situation de la presse d'information.

***Un plan de filière permettant de tracer des perspectives pour l'avenir de la presse***

■ Le papier qui représente encore près de 80% des recettes finance largement les investissements dans le numérique et doit évoluer vers un support à plus forte valeur ajoutée, tant sur le plan de la qualité rédactionnelle que sur l'aspect technique.

■ Au plan industriel, cela doit se traduire par l'investissement dans des outils complémentaires capables de répondre aux nouvelles exigences du produit.

**« Outils définition, impression numérique et utilisation de données variables, etc. »**

***Nous considérons que le support papier a de l'avenir dès lors :***

■ Que l'information politique et générale est considérée par le législateur d'intérêt public et demeure, ainsi, l'un des piliers de la démocratie..

■ Que le réseau de distribution permette une présence de l'ensemble des publications surla totalité de leurs zones de diffusions.

■ Qu'un réseau d'imprimeries réputé au service de l'information politique et générale et l'ensemble des publications bénéficiant des aides publiques soit soutenu par l'Etat.

■ Que de nouvelles règles soient définies concernant l'obtention des aides à la presse et que celles-ci soient conditionnées au développement de la qualité du contenu rédactionnel et au soutien de la filière..

***Qu'au plan social :***

■ Soit mis en place un plan de formation de grande ampleur en mesure de répondre aux besoins des nouvelles qualifications qu'induiront les transformations du parc industrielet l'entrée des technologies modernes de fabrication.

■ Le dossier de pénibilité porté par le SIP-CGT et le SPQN le 17 juin 2013 au ministère du Travail soit réellement pris en compte par l'Etat.

A compter de ce jour, les représentants du CILP CGT décident d'organiser des assemblées générales dans toutes les imprimeries concourant à la fabrication des quotidiens nationaux afin d'informer les salariés de cette première étape et créer les conditions d'une forte mobilisation pour défendre un véritable projet d'avenir pour la presse auquel ni les éditeurs, ni les représentants de l'Etat ne peuvent se soustraire.
Paris, le 9 septembre 2014. ▲

## Déclaration de Toulouse

Les Journaux du Midi (trois quotidiens: *Midi Libre, l'Indépendant, Centre-Presse Aveyron*, un hebdomadaire : *Le Journal de Millau* ; un gratuit : *Ville Direct Montpellier Plus* ; un magazine : *Terre Catalane* ; une régie publicitaire : MidiMédia Publicité ; une imprimerie : l'Imprimerie du Midi et une activité voyage) étaient propriété du groupe Sud-Ouest depuis 2007. Les trois titres quotidiens - ont un tirage (moyenne, y compris le dimanche) de 218 000 exemplaires (soit une audience de 800 000 lecteurs-jour).

Le groupe La Dépêche est en négociation exclusive pour le rachat des Journaux du Midi, tout en laissant une participation minoritaire au Groupe Sud-Ouest.

Réunis à Toulouse les syndicats de la Filpac ont adopté la déclaration suivante :

« Les représentants des syndicats de *Midi-Libre, Midi-Print, La Dépêche du Midi*, *SIP*, Centre Presse, *Amaury Toulouse* se sont réunis pour mesurer les conséquences du rachat des Journaux du Midi par La Dépêche dans un contexte d'ouverture de négociations portant sur l'évolution des imprimeries concourant à la fabrication des quotidiens nationaux.

**Ils décident :**

- de faire respecter l'ensemble des conventions collectives ;
- de constituer une délégation composée d'un représentant de chaque entreprise concernée pour rencontrer mensuellement les représentants du SPQN ;
- de n'accepter de mouvements de charge que sous condition d'un accord global qui garantisse des solutions pérennes pour l'ensemble des salariés concernés ;
- de faire des propositions communes qui permettraient d'ouvrir de réelles perspectives à la presse d'information papier, ainsi qu'aux salariés qui la fabriquent ;

de répondre solidairement aux initiatives décidées par leurs syndicats.

Au-delà des négociations engagées entre le SPQN et les organisations syndicales, ils exigent que rapidement — conformément aux engagements pris le 6 mars par les représentants du ministère de la Culture et de la Communication — se tienne une rencontre entre les différents intervenants de la presse d'information politique et générale (SPQN, SPQR, SPM, État, Filpac). L'ouverture de cette négociation doit être l'occasion pour l'ensemble des syndicats adhérents de notre fédération de construire solidairement de nouvelles revendications porteuses d'avenir pour l'ensemble des titres de presse. »

*Toulouse, le 17 septembre 2014*

# EN BREF

## NOUVELLES DU MONDE

*Le Monde* s'est offert une nouvelle formule (baptisée dans les cartons « plan 2.0) pour aller vers une formule bi- média accordant plus de place au numérique. Ainsi 35 postes vont-ils être déplacés du papier vers le numérique, ou vers d'autres rubriques à « effectifs constants », selon la direction. Ce plan a été initié par les actionnaires du *Monde* . En mai dernier un plan de mobilité qui touchait une cinquantaine de journalistes avait suscité un mouvement de colère des salariés, entraînant le départ de la directrice Natalie Nougayrède. Du point de vue technique le système rédactionnel web et celui du print fusionnent. Le supplément *Monde Télévision* doit être supprimé (les programmes télé seront fournis quotidiennement). Les ventes du *Monde* ont reculé de 1,6 % en un an. ▲

## BIG BANG A LIBERATION

La direction du titre continue sur sa lancée. Elle a annoncé à la mi-septembre sa volonté de supprimer 93 postes (un tiers des effectifs) et de revoir toute l'organisation du travail. Cette refonte vise plus précisément la rédaction (50 postes seraient concernés). Laurent Joffrin, le directeur présenté il y a quelques mois encore comme le sauveur du titre, estime que c'est « *une décision inévitable pour sauver le journal.* » *Libé* veut unifier ses rédactions papier et Web et les services réorganisés en pôles. La direction veut remettre à plat tous les contrats de travail et envisage le licenciement de ceux qui refusent les nouvelles conditions. Pour être plus précis, la direction veut à partir du 18 janvier proposer aux salariés (journalistes et non journalistes) un contrat de travail unique avec la mise en place d'une « rémunération en fonction des objectifs ». Bref, l'information reléguée au second rang. Les actionnaires font le ménage. ▲

# UN SYNDICAT CGT POUR LES LIBRAIRES

**Plus que jamais, la profession de libraire est menacée dans ses fondamentaux et son existence.**

La fermeture d'enseignes Virgin, Chapitre, des menaces qui planent sur France Loisirs, et la fermeture de dizaines de librairies indépendantes sont symptomatiques d'un mouvement de destruction engagé dans le commerce du Livre. C'est la place du Livre dans notre société et dans nos vies qui est attaquée.

L'argutie du numérique employée tant par les pouvoirs publics, ministère de la Culture en tête, que par les représentants patronaux des branches professionnelles de l'édition et de la librairie, a fait long feu et maquille difficilement la volonté de faire émerger un nouveau modèle économique, plus rentable à court terme mais destructeur pour l'avenir, celui de la concentration de la diffusion dans les mains de la grande distribution « amazonienne ».

La librairie indépendante serait dépassée par les nouveaux circuits de distribution. Le livre serait assimilable à n'importe quel autre produit que l'on peut trouver dans les centrales d'achat, ou sur les sites de vente en ligne.

Périmés les conseils du libraire, ses sélections d'ouvrages, sa capacité à ouvrir les citoyens à d'autres horizons culturels, éducatifs, démocratiques, il est temps de se résoudre à voir fermer les librairies de proximité, de quartier, de ville et de laisser place nette au diktat mercantile des grandes enseignes mondiales de la distribution qui vendent pêle-mêle le dernier robot ménager à côté du best-seller du moment.

### *Dès lors, pourquoi conserver le métier de libraire ?*

Le SLF (syndicat patronal de la librairie française), assisté d'organisations syndicales peu scrupuleuses, encourage ce mouvement destructeur pour la culture et le Livre en déqualifiant, en premier lieu dans la convention collective, le métier de libraire pour le ramener à celui de magasinier et de vendeur de supermarché. Pour exemple, le guide d'accompagnement aux nouvelles qualifications de la Convention collective nationale de la librairie illustre parfaitement le sens de la démarche entreprise par les grandes enseignes du secteur et certaines organisations syndicales plus que complaisantes : « *de même il convient d'éviter l'utilisation de verbes trop génériques dont on mesure mal l'étendue de ce qui est exigé : connaître, comprendre, lire, savoir,…* », pour leur substituer une grille de critères plus compatible avec les exigences du marché : « *Technicité (24 %), autonomie (23 %), relationnel (20 %), connaissance (15 %)* » et que dire du terme libraire qui s'efface au profit de celui de vendeur !

A les écouter, nous devrions nous résoudre à la fermeture des librairies indépendantes, à la casse des 12 000 emplois, à la déqualification des métiers et à l'émergence d'une vision débridée du commerce du Livre, vouée à l'hégémonie de géants de la distribution en ligne et de la dématérialisation des savoirs.

### *La responsabilité pleine et entière de l'exécutif politique dans la fin du Livre:*

L'Etat participe activement à cette transition vers le commerce débridé et l'assèchement démocratique en refusant, entre autres,

de légiférer sur les appels d'offres des collectivités territoriales et des institutions publiques dans le cadre du marché du livre. Souvent premier marché des librairies indépendantes de ville, ces appels d'offres profitent de plus en plus aux grossistes et plateformes qu'alimentent les géants de la distribution, quand ils n'en sont pas déjà filiales.

Résultat des politiques libérales des collectivités territoriales, la fermeture programmée de librairies indépendantes à Bar-le-Duc, Charleville-Mézières, Thionville et Nancy. Que les citoyens des chefs-lieux de la Meuse et des Ardennes se rassurent, Amazon et Leclerc leur proposeront, au rayon quincaillerie, les derniers ouvrages les plus popularisés médiatiquement.

Dernière hypocrisie de l'exécutif national, la loi ironiquement désignée comme anti-Amazon qui a eu l'effet inverse de son intitulé, a permis à ce trust de commerce en ligne, comme à ses concurrents, de renforcer ses positions en bénéficiant d'une campagne publicitaire à moindres frais, menée par l'ensemble du corps législatif.

En refusant de débattre d'une véritable loi organique concernant l'ensemble de la filière professionnelle et économique du Livre, promouvant le secteur des librairies de proximité, le monde politique n'a, de fait, produit qu'une parodie de ce qui devait être une nouvelle loi Lang de régulation du commerce du Livre.

### *La résistance s'organise et se structure pour une autre politique du Livre*

Malgré cette doctrine ambiante de la fuite en avant vers le commerce numérique, et la fin du papier, des libraires, salarié-e-s, artisans-commerçants, luttent aux côtés de citoyen-ne-s, d'élu-e-s locaux pour que les librairies continuent d'exister malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés.
Les exemples de reprises en Scop, de librairies appelées à fermer, à l'instar de la « Librairie des Volcans » à Clermont-Ferrand, sont autant de points d'appui nécessaires à notre combat autour du développement des métiers du Livre et d'un autre modèle économique et social d'accès à la culture, au divertissement, à l'épanouissement.
Bien souvent, derrière ces combats popularisés via les réseaux sociaux, la Filpac CGT a contribué à leur victoire en leur apportant les moyens logistiques, les appuis, soutiens organisationnels et surtout une solidarité effective indispensable.

Forts de ces expériences récentes, les libraires indépendant-e-s (salarié-e-s, gérant-e-s) ont décidé de s'organiser en créant des syndicat Filpac CGT des libraires, sur tout le territoire, pour défendre avec plus d'efficacité les droit et intérêts matériels et moraux des professionnels de la librairie indépendante en tête desquels figurent la reconnaissance de la qualification et la qualité du métier de libraire par une hausse sensible des salaires et des revenus d'exploitation qui garantissent la pérennité et la reconnaissance de son caractère social et culturel.

Notre combat s'articule autour d'une plate-forme revendicative économique et sociale, qui, entre autres, prévoit d'organiser la distribution et la diffusion du Livre dans les librairies indépendantes à partir d'un comptoir national en ligne permettant aux lecteurs et lectrices de commander leur ouvrage et de se les voir livrer dans leur librairie de quartier, de ville, conservant ainsi le lien social (cf. 4 pages Filpac Cgt un autre avenir pour le Livre).

Ces syndicats Filpac Cgt permettront avec leurs camarades des autres secteurs de la filière du Livre (édition, impression et distribution) de créer les convergences nécessaires à l'établissement d'un véritable plan de filière du Livre et ainsi d'interpeller patronat et pouvoirs publics sur l'urgence du changement de paradigme actuel du commerce du Livre. ▲

*Pascal Lefebvre*

Impac n°162 – septembre 2014 – CPPAP 0715 S 07535
Journal des travailleurs des industries du livre du papier et de la communication CGT
Directeur de la publication : Marc PEYRADE
Equipe technico rédactionnelle : Elsa CONSEIL, Jacques DIMET, Coralie DRUELLE, David DUGUE, Jean GERSIN, Michèle MARQUIS-PARDO, Jean-Paul DE SOUSA, Jean-Jacques CHIAFI Pascal LEFEBVRE, Philippe ZIRN
Filpac CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr – 01 55 82 85 74
Imprimerie GARET, Breteuil

ImpacOCT-2014-162.indd 24 09/10/14 14:17

*Le CEN de la Filpac s'est tenu les 25 et 26 septembre dernier à Lisses (91). Il a procédé à un tour d'horizon de la situation sociale, économique et politique et a pris un certain nombre de décisions. Parmi celles-ci, la décision d'organiser des débats et des rencontres avec les syndiqués dans les entreprises. Un texte résume ainsi les interrogations en cours et ouvre le débat. Nous le publions intégralement. Ainsi que le vade-@mecum et le calendrier des rencontres organisées.*

# NOUS AVONS TANT DE CHOSES À FAIRE ENSEMBLE

Alors ça y est ? « *Notre système social a vécu* », proclame Pierre Gattaz, président du Medef, à la une du *Parisien*, « *L'austérité, il n'y a pas d'autre alternative* », affirme Valls, « *La compétitivité commande de vous dépouiller de tout* », ajoute Berger-CFDT, « *Le Front racial remplacera la question sociale* », prédit Le Pen qui se voit déjà en tête à tête avec Sarkozy. Les prud'hommes devraient y passer, comme les « seuils » qui déclenchent le droit des salariés à être représentés. Bref, ce serait fichu, il n'y aurait plus rien à faire, dans cette crise sans fin…

Ce n'est même pas la peine d'en discuter.

***Eh bien si, discutons-en !***

Nous vous proposons de ne pas rentrer dans la dépression collective qu'ils suscitent avec leur campagne permanente de démoralisation. Défendons-nous. Sans rodomontades de notre part, juste la fierté de ce que nous impulsons, avec les seuls moyens donnés par la force de l'action collective et solidaire.

Arjo-Wiggins a été condamné par un état-major lointain. Les usines papetières devraient disparaître. Pas assez rentables. Mais nos équipes syndicales, avec les salariés, et dans l'unité, sont parvenues à faire signer presque tous les maires et conseillers généraux et régionaux pour que les usines soient préemptées par l'État, au titre du Code de l'expropriation au titre de l'utilité publique. De façon à ménager une reprise et ainsi assurer la survie des entreprises et des emplois malgré la volonté destructrice du propriétaire. La lutte est en cours.

L'exemple de l'usine d'Alizay, en Normandie, a servi de point d'appui. L'ensemble industriel continue de fonctionner malgré la sentence de mort prononcée par fax et SMS de Scandinavie. Des centaines d'emplois sauvés.

*Paris-Normandie, l'Union de Reims, Nice Matin* ? L'ancien empire de Philippe Hersant, exilé en Suisse, devait engloutir ces titres, ou les vendre au déballage du marché. Et pourtant ! Le mouvement national pour *Paris-Normandie* a permis sa survie. À *l'Union*, la destruction d'emplois a été limitée au minimum. Et en ce moment, à Nice, les salariés du quotidien font des prouesses pour que leur journal ne tombe pas aux mains de la mafia (Tapie) ou d'autres requins de passage.

C'est l'expérience de ces luttes qui nous a permis d'avancer avec autorité l'idée de société de presse et d'information générale « à lucrativité limitée », de façon que leur statut leur permette d'éviter les mâchoires acérées des banquiers et des groupes industriels dominants. Il semble bien que la brèche s'ouvre en cette rentrée, d'autant que des négociations commencent, portant sur les moyens industriels au service de la presse d'information générale.

Nous vous proposons l'action collective contre la soumission à l'austérité à perpétuité

***Le marché de dupes de la compétitivité ?***

« *Déshabillez-vous de tous vos attributs sociaux, emploi stable, salaire décent, Sécurité sociale collective et solidaire. Le coût du travail va baisser, mais rassurez-vous, demain le soleil brillera parce que les marges des entreprises vont être garanties !* » Des années qu'ils nous répètent ça, Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français — le père de Pierre — utilisait déjà le théorème libéral : « *les gains de productivité d'aujourd'hui feront les profits de demain et les emplois d'après-demain.* »

Nous sommes après-demain, le fils Gattaz a ramassé les profits de papa, mais où sont nos emplois ? Nous soumettre à cette politique Valls-Hollande du crédit d'impôts (CICE) de 20 milliards et du pacte de 26 milliards d'exonérations aux patrons sans la moindre contrepartie ?

***46 milliards ? Vous vous rendez compte ce qu'on peut faire avec ça ?***

Exemples ? Une prime de 500 euros à 200 000 jeunes chômeurs (1,2 milliard), 100 000 logements sociaux (3 milliards), 200 000 places en crèche (4 milliards), un chèque autonomie de 500 euros pour 500 000 seniors (3 milliards), 200 000 emplois pour l'Education en milieu défavorisé (5 milliards), 200 000 emplois d'utilité publique pour rendre les immeubles accessibles aux handicapés (2 milliards), etc.

Bien sûr, cette liste concoctée par l'Observatoire des inégalités est quelque peu artificielle. Mais enfin, elle donne concrètement la possibilité de faire autre chose que distribuer à fonds perdus les aides d'État aux seuls patrons.

Mais voilà ce que nous vous proposons : pas de soumission a priori à la campagne selon laquelle « il n'y a pas d'alternative à l'austérité ». Ensemble, avançons nos solutions.

***« Notre modèle social a vécu » ?***

Nous vous proposons de tout faire pour que ce « modèle social » vive encore longtemps. Parce qu'il y va de nos conditions de vie à tous, parce que c'est le socle par lequel nous résistons mieux qu'ailleurs à la crise.

Que disent le Medef et le gouvernement quand ils parlent de « modèle social » ? Non pas qu'il a vécu, mais qu'ils le condamnent. Pourquoi ? La Cour des comptes en donne la clé. Dans son rapport de septembre 2014, elle indique que, selon les comptes de Sécurité sociale, les cotisations sociales représentent plus de la moitié des ressources de la protection sociale. Soit 346,2 milliards, 17 % du PIB.

Toute l'offensive du Medef consiste à obtenir que les cotisations patronales soient effacées,

et prises en charge par les salariés. Et pas seulement par égoïsme glacé et défense des profits. Aussi parce que le patronat veut privatiser la Sécurité sociale, et rétrocéder son budget colossal aux assurances privées. Leur offensive sur les complémentaires en témoigne.

Or le gouvernement Hollande Valls n'a de cesse d'accorder aux patrons des exonérations de cotisations et d'impôts. Dans la lignée, de ce que faisaient les gouvernements précédents (Chirac, Sarkozy…).

***Mais quels revenus sont exonérés ? Regardez l'image ci-contre (infographie)***

En plus des exonérations se montant à des sommes colossales, la fraude est de mise ! Fraude légale par l'évasion fiscale dans les paradis prévus à cet effet, fraude illégale comme celle dénoncée par la Cour des comptes (20 milliards) : « *Ainsi, à côté des « anciennes pratiques » notamment de sous-déclaration d'activité, se développent des fraudes liées au statut de travailleur indépendant (détournement du statut d'auto-entrepreneur, dissimulation de l'emploi salarié sous l'apparence d'une relation commerciale, etc.) et au statut de travailleurs détachés à l'étranger.* »

**Avec vous, nous sommes fondés à défendre notre protection sociale solidaire et aller chercher l'argent de la solidarité sociale là où il est.**
**Nous vous proposons de développer l'entraide, la solidarité, la résistance à la compétition entre salariés.**
**Nous constatons comme vous l'ambiance se dégrader, devenir irrespirable. L'angoisse de ne pas y arriver même dans les tâches professionnelles est entretenue par le management libéral, tous contre tous. La non-reconnaissance du travail accompagne le tout, malgré l'exigence patronale d'un investissement personnel total. La menace du déclassement social, de la chute dans la pauvreté s'additionne à l'amère certitude inculquée d'en haut que nos enfants vivront forcément plus mal que nous.**

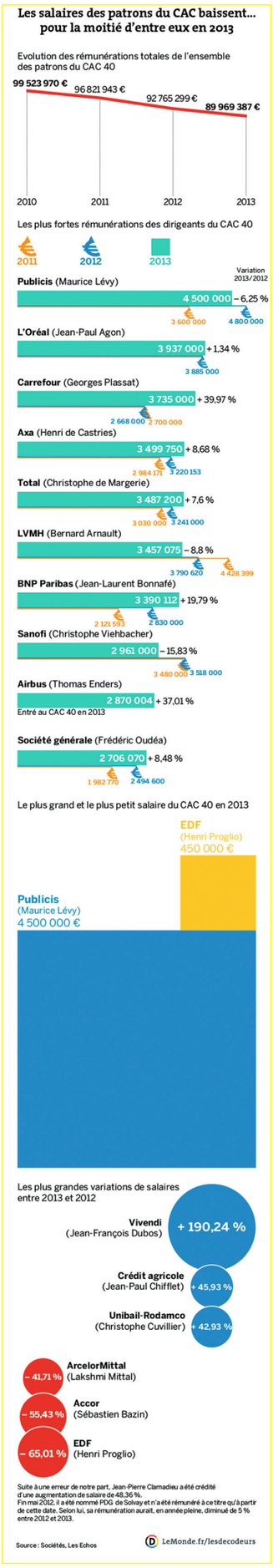
Nous vous proposons une démarche collective pour les revendications fondées sur les besoins réels. Mais il ne s'agit pas seulement d'intérêts : nous voulons que dans l'entreprise règnent l'esprit de solidarité, l'estime mutuelle entre salariés, l'entraide pratiquée à l'égard de tous et singulièrement des plus faibles et des plus précaires. Tout cela se chiffre en revendications, mais se pratique d'abord dans les relations humaines.

***Alors rencontrons-nous, débattons ensemble, échangeons.***

Dans l'entreprise, comment sont utilisées les aides publiques ? Et le CICE ? Comment évolue la part patronale dans le régime social de sécurité et de prévoyance ? Les investissements nécessaires à la pérennité et au développement de l'entreprise sont-ils effectués ? Comment résister aux filialisations, aux restructurations permanentes ? Et comment aider les jeunes précaires à entrer dans l'entreprise ? Et nos salaires ? Et tant d'autres questions…

Nous vous le disions au début : nous avons tant de choses à nous dire.

On prend rendez-vous ? ▲



# LES RENDEZ-VOUS DE LA FILPAC-CGT, POUR UNE CAMPAGNE REVENDICATIVE INÉDITE !

La guerre déclarée par le Medef passe par la destruction complète du modèle social existant, notamment par la privatisation de la Sécurité sociale au bénéfice des assureurs privés, la suppression de la prudhomie, la baisse du salaire, la précarisation pérenne des situations de travail.

L'exécutif gouvernemental, au service de cette guerre antisociale menée par le patronat, accélère les réformes libérales au nom d'une dette publique présumée insupportable, de marges des entreprises toujours insuffisantes pour le patronat et d'un manque de compétitivité imaginaire.
Leur politique d'austérité permet de pressurer le service public pour en basculer des pans entiers vers le privé, de payer des remboursements de dettes aux banques ayant servi à payer les leurs lors de la dernière crise de 2008 et de casser notre socle social et de protection sociale.

Le CICE et le non moins fumeux pacte de responsabilité contribuent fortement à la privatisation de la protection sociale, en exonérant les entreprises de payer les cotisations sociales et en effectuant un transfert massif d'argent public vers les poches des actionnaires.

Résister et reprendre les chemins d'une démarche revendicative offensive impose de s'appuyer sur notre corps militant, et en premier lieu les syndiqués, en leur permettant d'échanger sur la réalité de la situation sociale et économique, de débattre du contenu revendicatif et de décider des mobilisations nécessaires.
C'est le sens de notre décision, prise lors de notre dernier CEN, de lancer une campagne nationale de rencontres avec les syndiqués, pour que nous puissions, avec elles et eux, bâtir dans chaque entreprise les mobilisations sociales qui leur semblent les plus urgentes et indispensables.

C'est aussi le moment d'ouvrir le débat autour des revendications que devrait s'assigner notre syndicalisme de transformation sociale dans cette période de crise sociale, de notre organisation et structuration syndicale, de la démarche revendicative la plus à même de rassembler le salariat le plus large, de l'indispensable convergence des luttes pour résister et obtenir satisfaction à nos revendications.

Vingt rencontres avec nos syndiqués sont prévues entre la première semaine de novembre et la première semaine d'avril :

- Semaine du 3 au 7 novembre 2014
- Sem du 10 au 14 novembre
- Semaine du 17 au 21 novembre
- Semaine du 24 au 28 novembre
- Semaine du 1 au 5 décembre
- Semaine du 8 au 12 décembre
- Semaine du 5 au 9 janvier 2015
- Semaine du 12 au 16 janvier
- Semaine du 19 au 23 janvier
- Semaine du 26 au 30 janvier
- Semaine du 2 au 6 février
- Semaine du 9 au 13 février
- Semaine du 16 au 20 février
- Semaine du 23 au 27 février
- Semaine du 2 au 6 mars
- Semaine du 9 au 13 mars
- Semaine du 16 au 20 mars
- Semaine du 23 au 27 mars
- Semaine du 30 au 3 avril
- Semaine du 7 au 10 avril

Les lieux choisis pour ces vingt rencontres sont déterminés en fonction de l'importance de notre implantation sur le territoire : Rouen, Mulhouse, Paris (*2), Lyon, Bordeaux, Reims, Marseille, Nancy, Rennes, Saint-Junien, Lille, Dax, Nantes, Grenoble, Vallée de l'AA, Angoulême, Strasbourg, Toulouse et Nice.

Parallèlement, la direction fédérale a décidé d'actions syndicales professionnelles de portée nationale tant dans le Papier-Carton que dans la Presse, dans la Publicité. L'agenda fédéral qui suit contribue à leur construction et à leur préparation :

- **13 octobre :** rassemblement devant le tribunal de commerce à Nice pour la pérennité de Nice-Matin et de tous les emplois ;

- **15 octobre :** assemblée Générale des délégué-e-s de la Presse ;

- **16 octobre :** journée d'action pour la sauvegarde de notre système de Protection sociale ;

- **29 octobre :** réunion du Groupe de Travail Impression fédéral concernant notre projet industriel pour la Presse ;

- **30 octobre :** réunion de l'Intersyndicale CGT d'Arjo Wiggins avec la participation de l'ensemble des délégué-e-s de la filière Papier-Carton pour lancer une campagne nationale autour de la sauvegarde de Wizernes ;

- **6 novembre :** journée revendicative fédérale des délégué-e-s de la Publicité, lancement de la campagne nationale concernant l'affichage publicitaire, adoption de la plateforme revendicative des syndicats et sections syndicales Filpac CGT de la Publicité ;

- **13 novembre :** bureau fédéral avec à l'ordre du jour le point sur les campagnes d'actions des syndicats de la Filpac CGT dans nos filières professionnelles ;

- **20 novembre :** journée d'étude fédérale sur la réforme de la formation professionnelle et débat autour d'objectifs revendicatifs commun à l'ensemble de nos branches et à déployer dans les entreprises. ▲

# DEUX JOURS DE DÉBATS

**On aurait pu titrer ce papier « A Lisses, au pays des merveilles », lieu où se tenait ce CEN de la Filpac.**

En cette rentrée, le temps était à la réflexion avant de passer à l'action. Dans quel état est la France, le monde, le mouvement social et quels sont les défis et les enjeux que doit relever le syndicalisme ? À partir du décryptage des événements de l'été et de l'évolution gouvernementale, les participants au CEN de la Filpac sont revenus qui sur la situation dans son entreprise, qui sur les réalités économiques, les pressions médiatiques, la nécessité de rassembler les salariés autour de revendications précises. Les attaques sans précédent depuis des années contre le système de protection sociale, contre le droit du travail et le refus d'investir du patronat ont été décryptés. De nombreux intervenants ont fait part du ressenti des salariés par rapport à la fiscalité d'une part et d'autre part aux plans sociaux rampants qui existent dans nombre d'entreprises, où l'on fait partir petit à petit les salariés, en utilisant tout un arsenal juridique nouveau. Il faut contester, dira plus d'un intervenant, la rupture conventionnelle qui individualise le rapport du salarié à la direction de l'entreprise.

La politique gouvernementale tout comme l'attitude et l'action du Medef ont été passées au crible et mises en cause. Et pourtant, de ce qu'il ressort de la discussion, c'est la nécessité d'être plus près des salariés dans les entreprises et de ne rien laisser passer au patronat et au gouvernement afin de construire des alternatives.
Ne rien laisser passer et, en même temps, ne pas se cacher des difficultés à mobiliser. Les attaques répétées contre les conventions collectives, le projet de restructurations qui sont plus des projets de déstructuration sont des réalités que vivent les salariés qui, dans le même temps interpellent les syndicats sur l'action et les perspectives.
Dans ces conditions, si la mobilisation dans l'entreprise semble nécessaire à tous, elle doit s'accompagner d'un élargissement. Ne pas laisser, comme l'affirmait Marc Peyrade dans son introduction, des salariés isolés, seuls en lutte, dans leur entreprise. D'où la nécessité d'un développement à la fois des connaissances de ce qui se passe dans chaque entreprise, chaque branche, chaque secteur et d'étendre la solidarité. Tout cela amène à des convergences d'intérêts, de compréhension et de luttes.

La réalité de la concentration des titres de presse et la domination, dans ce cadre, de la finance, la réorganisation du secteur de l'imprimerie, la casse organisée de la filière papier, comme l'apparition de nouveaux métiers de la communication ont fait l'objet de réflexions et de propositions. Tout comme d'ailleurs pour les salariés de la distribution ou pour la défense de la politique du livre, pour les libraires.

***Comment faire converger les luttes ? Articuler celles-ci au niveau local et national ? Comment entraîner chacun dans la défense de la Sécurité sociale sans que cette journée d'actions ne se transforme en baroud d'honneur ?***

La rencontre de Lisses a brassé tous les débats du syndicalisme et du mouvement social national et international.

La Fédération a engagé (voir page 25) une campagne de débats et de rencontres avec les syndiqués dans les entreprises à partir notamment de deux éléments de réflexion : « notre combat pour la liberté de la presse et de l'information » (voir page 13) et « Nous avons tant de choses à faire ensemble ». ▲

*J. D.*

# « Hommage à Laurent Lourdez »

C'est une tristesse profonde qui nous a étreints à l'annonce du décès brutal de notre camarade Laurent Lourdez,, adhérent du Syndicat général du Livre et de la Communication écrite.

Son engagement de militant CGT s'exprimait dans chacun de ses actes. Disponible sans limites, apportant son aide sans compter, Laurent était de tous les combats, porté par la fraternité, le partage et la convivialité.

Au Village du monde de l'Huma, cette année les « petites mains » avaient du vague à l'âme, mais chacune et chacun ont œuvré pour que, encore une fois,  laFête soit belle.

La lutte continue Laurent, et c'est avec l'image de ce sourire généreux que tu offrais à toutes et tous que nous la mènerons !

AUDIENS

LA PROTECTION SOCIALE PROFESSIONNELLE
**Culture • Communication • Médias**

**Affiliation portabilité**
**0 173 173 945**
(Prix d'un appel local)
affiliations@audiens.org
ou via votre espace sécurisé
sur audiens.org

**Vous suivre à votre rythme**
La protection sociale professionnelle
est une création continue

# La portabilité des droits en santé Décryptage

**En cas de rupture du contrat de travail, le salarié a la possibilité de conserver temporairement et à titre gratuit sa couverture santé dont il bénéficiait dans son ancienne entreprise, à certaines conditions.**

## Qui peut bénéficier de ce dispositif de portabilité ?

La loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 prévoit le maintien des garanties santé complémentaires applicables chez le dernier employeur, au profit des salariés qui viennent de perdre leur emploi et bénéficient du régime d'assurance chômage. La rupture du contrat de travail doit avoir lieu à compter du **1er juin 2014**.

**Les cas de rupture du contrat de travail concernés sont notamment :**

- tout licenciement sauf en cas de faute lourde ;
- la rupture conventionnelle du CDI ;
- l'arrivée à terme du CDD ;
- la rupture pour motif légitime et sérieux du CDD ;
- la démission légitime ;
- la rupture du contrat d'apprentissage.

Quel est le point de départ de la portabilité et pendant combien de temps peut-on bénéficier de ce maintien de garanties ?

La couverture santé est maintenue pour une durée égale à celle de l'indemnisation chômage dans la limite de la durée du dernier contrat de travail jusqu'à 12 mois maximum.

**Le maintien des garanties s'applique dès la date de cessation du contrat de travail.**

| Durée du contrat de travail | Durée du maintien des garanties |
|---|---|
| 15 jours | 1 mois |
| 1 mois | 1 mois |
| 3 mois et 15 jours | 4 mois |
| 12 mois et plus | 12 mois |

## Important

Le dispositif ne s'exerce que pendant la période de chômage. Le bénéfice du maintien des garanties se perd dès que l'on retrouve un emploi ou que l'on est radié des listes de Pôle emploi.

### Quelles sont les obligations pour bénéficier de ce dispositif ?

1. Justifier mensuellement d'une prise en charge par l'assurance chômage.
2. Informer votre institution de la cessation des allocations chômage.

La protection sociale professionnelle
**est une création continue**

www.audiens.org

- RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
- ASSURANCE DE PERSONNES
- ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE ET PRÉVENTION
- MÉDICAL
- SERVICES AUX PROFESSIONS

ImpacOCT-2014-162.indd 32 09/10/14 14:17